

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Ressources naturelles :

QU'Hydro-Québec soit autorisée à acquérir, par voie d'expropriation, les immeubles ou droits réels requis pour la construction et l'exploitation d'une ligne de dérivation à 315 kV au poste de Charlevoix et pour le réaménagement des lignes d'alimentation du poste de Beauport ainsi que les infrastructures et les équipements connexes sur les territoires ci-après définis :

Municipalité	Cadastre	Lot	Circonscription foncière
Québec	Québec	1 416 126	Québec
Québec	Québec	1 416 127	Québec
Québec	Québec	1 416 128	Québec
Québec	Québec	1 416 129	Québec
Québec	Québec	2 036 100	Québec
Québec	Québec	2 036 103	Québec

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58981

Gouvernement du Québec

Décret 86-2013, 6 février 2013

CONCERNANT la désignation d'une médecin responsable et d'un médecin suppléant chargés de l'application de la section IX de la Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes et des tissus et la disposition des cadavres

ATTENDU QUE l'article 54 de la Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes et des tissus et la disposition des cadavres (chapitre L-0.2) prévoit que le gouvernement peut confier aux médecins qu'il désigne l'application de la section IX de cette loi et que ces médecins deviennent dès lors responsables de l'acheminement des corps non réclamés ou offerts à la science dans la région pour laquelle ils sont désignés;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 55 de cette loi, un même médecin peut être désigné pour plusieurs régions;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 56 de cette loi, des médecins suppléants peuvent être désignés auprès des médecins responsables et ils les remplacent avec les mêmes devoirs et pouvoirs, à la demande de ces derniers ou lorsque ceux-ci sont empêchés d'agir;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 331-86 du 19 mars 1986, le docteur Jean-Baptiste Bergeron a été désigné à titre de médecin responsable de l'application de la section IX de cette loi pour l'ensemble des régions administratives du Québec, qu'il quitte ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QU'il y a également lieu de désigner un médecin suppléant;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE la docteure Monique St-Pierre, directrice régionale des affaires médicales, universitaires et hospitalières, Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale, soit désignée, à compter des présentes, médecin chargée de l'application de la section IX de la Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes et des tissus et la disposition des cadavres pour l'ensemble des régions administratives du Québec, en remplacement du docteur Jean-Baptiste Bergeron;

QUE le docteur Douglas Eramian, directeur médical régional – Services préhospitaliers d'urgence, Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale, soit désigné, à compter des présentes, médecin suppléant pour l'ensemble des régions administratives du Québec.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58982

Gouvernement du Québec

Décret 87-2013, 6 février 2013

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction du pont de la route 108, également désignée chemin de Capelton, au-dessus de la rivière Massawippi et de l'intersection de la promenade Capelton, situés sur le territoire de la Ville de Waterville et du Canton de Hatley

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12 de la Loi sur la voirie (chapitre V-9), le ministre peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine de l'État;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée préalablement par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE, pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les biens requis à cet effet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports :

QU'il soit autorisé à acquérir, par expropriation, certains biens pour réaliser les travaux suivants, à savoir :

— la construction ou la reconstruction du pont de la route 108, également désignée chemin de Capelton, au-dessus de la rivière Massawippi et de l'intersection de la promenade Capelton, situés sur le territoire de la Ville de Waterville et du Canton de Hatley, dans les circonscriptions électorales de Saint-François et d'Orford, selon le plan AA-9008-154-11-0187 (projet n^o 154-11-0187) des archives du ministère des Transports.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58983

Gouvernement du Québec

Décret 88-2013, 6 février 2013

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction du ponceau 1046-0 au-dessus du cours d'eau Arcand sur la route 367, également désignée rue Principale, situé sur le territoire de la Municipalité de Notre-Dame-de-Montauban

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12 de la Loi sur la voirie (chapitre V-9), le ministre peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine de l'État;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée préalablement par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE, pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les biens requis à cet effet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports :

QU'il soit autorisé à acquérir, par expropriation, certains biens pour réaliser les travaux suivants, à savoir :

— la construction ou la reconstruction du ponceau 1046-0 au-dessus du cours d'eau Arcand sur la route 367, également désignée rue Principale, situé sur le territoire de la Municipalité de Notre-Dame-de-Montauban, dans la circonscription électorale de Laviolette, selon le plan AA-7007-154-98-1104 (projet n^o 154981104) des archives du ministère des Transports.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58984